

LE DEVOIR

Des milliers d'obus à retirer du lac Saint-Pierre



Photo: Olivier Zuida Le Devoir Malgré l'ampleur des travaux qui seront menés au cours de la prochaine décennie dans la «zone prioritaire d'intervention» où le niveau de risque est jugé «élevé», le gouvernement fédéral reconnaît que cela n'éliminera pas complètement les risques pour les citoyens.

Alexandre Shields

16 juillet 2019

Environnement

Dans un geste sans précédent au Canada, le ministère de la Défense compte retrouver et retirer du lac Saint-Pierre plusieurs milliers d'obus au cours de la prochaine décennie, indique l'étude d'impact du projet consultée par *Le Devoir*. Cette opération délicate est nécessaire parce que près de 8000 projectiles contiennent des matières explosives. Mais les travaux n'élimineront pas les risques pour la sécurité des citoyens, admet le gouvernement.

Entre 1952 et 1999, plus de 500 000 « munitions d'artillerie » de différents calibres ont été tirées directement dans le lac Saint-Pierre afin de tester leur « fonctionnement ». Le ministère de la Défense nationale (MDN) estime d'ailleurs que plus de 300 000 projectiles se trouvent toujours dans le fond du lac, dont près de 8000 sont des obus non explosés contenant de la « matière explosive ».

Ces obus sont dispersés sur un territoire de 160 km² dans ce vaste lac situé sur le cours du Saint-Laurent, ce qui rend leur retrait complet impossible, selon le MDN. Une telle opération coûterait « plus de 100 millions », selon ce qu'on peut lire dans l'étude d'impact du projet « Atténuation du risque à la sécurité publique lié aux munitions explosives non explosées au lac Saint-Pierre ». Le document de 487 pages a été mis en ligne vendredi dernier sur le « Registre des évaluations environnementales » du Québec, une étape en vue de l'obtention d'un « certificat d'autorisation » de la part du ministère de l'Environnement.



Après avoir analysé la présence des obus, le ministère de la Défense a ciblé un secteur nommé « zone prioritaire d'intervention » (ZPI). À l'intérieur de cette zone, le niveau de risque est jugé « élevé » pour les citoyens qui fréquentent le cours d'eau, en raison de la forte densité de projectiles. Ce secteur, qui représente à peine 3 % de l'ancienne zone de tir, contient 40 % des « munitions explosives non explosées » (UXO) répertoriées jusqu'à présent.

À l'intérieur de cette ZPI, le ministère de la Défense s'attend à retrouver 14 373 projectiles. Un peu plus de 9000 d'entre eux sont des obus des plus forts calibres tirés dans le lac Saint-Pierre, soit 155 mm et 105 mm. Sur l'ensemble des projectiles, le fédéral estime par ailleurs que la seule zone prioritaire devrait contenir au moins 2739 UXO, sur un total évalué à 7880 pour toute la zone de tests de tir.

Explosions dans le lac

Plusieurs de ces projectiles non explosés posent un « risque » puisqu'ils sont enfouis peu profondément dans les sédiments du lac, soit à un maximum de trente centimètres, dans des secteurs où le niveau d'eau ne dépasse pas les deux mètres.

En plus des projectiles qui seront transportés sur la terre ferme pour être détruits, le ministère prévoit qu'au moins 1148 projectiles situés dans la ZPI devront être détruits sur place, en raison des risques que représenterait leur manutention. De ce nombre, un peu plus de 700 sont d'un calibre de 155 mm ou 105 mm.

« Puisque le risque à la sécurité publique résulte de la possibilité qu'une explosion survienne si un citoyen entre en contact avec une UXO et puisqu'il n'est pas envisageable d'interdire l'accès au lac aux citoyens, la seule façon de réduire le risque à la sécurité publique est de retirer les UXO », résume le MDN dans son étude d'impact. L'objectif du projet est de réduire, dans la ZPI, le niveau de risque à la sécurité publique d'« élevé » à « faible », en retirant les UXO.

Une telle opération nécessitera de mener des travaux sur le terrain au moins jusqu'en 2028, a-t-on précisé lundi, en réponse aux questions du *Devoir*. Pour le moment, la facture est simplement estimée à « plusieurs dizaines de millions de dollars ». « Nous prévoyons que les levés géophysiques auront lieu jusqu'en 2022-2023 afin de nous permettre de localiser des projectiles avec plus de précision », a ajouté le ministère. Il est donc possible que les travaux à mener soient plus importants que prévu.

Les travaux de repérage, de déplacement et de destruction des obus seront menés directement dans le lac Saint-Pierre, qui est reconnu comme une « réserve de la biosphère » par l'UNESCO. Le ministère de la Défense estime toutefois que, règle générale, les opérations auront peu d'impacts sur la faune, la flore et la qualité de l'eau. Différentes mesures sont néanmoins prévues, surtout lorsque les projectiles devront être détruits sur place, dont des périmètres de sécurité pour éviter la présence de plaisanciers à proximité.

Malgré l'ampleur des travaux qui seront menés au cours de la prochaine décennie, le gouvernement fédéral reconnaît que cela n'éliminera pas complètement les risques pour les citoyens. « Les efforts dans la zone prioritaire d'intervention sont complexes, et les limites des méthodes actuelles de détection des UXO, même les opérations d'inspection et d'élimination les plus rigoureuses, ne peuvent éliminer complètement les risques pour la sécurité », a indiqué le ministère de la Défense, lundi.

« Les efforts dans la zone prioritaire d'intervention sont complexes, et les limites des méthodes actuelles de détection des UXO, même les opérations d'inspection et d'élimination les plus rigoureuses, ne peuvent éliminer complètement les risques pour la sécurité »

— ministère de la Défense

« Bref, il n'existe pour le moment aucune technologie garantissant que toutes les UXO présentes sur un site ont été trouvées et enlevées. La prudence est toujours de mise lorsqu'on se trouve dans un endroit où des UXO ont été utilisées », a ajouté le ministère, par courriel.

La directrice générale du Comité de la zone d'intervention prioritaire du lac Saint-Pierre, Louise Corriveau, se réjouit toutefois des travaux à venir dans la région. « On parle de cela depuis des années et, enfin, les travaux vont être menés. » Elle reconnaît que les opérations pourraient occasionner certaines nuisances, mais elle estime qu'il est essentiel de sécuriser le lac et de redonner un plein accès aux citoyens, qui doivent actuellement éviter les secteurs les plus à risque.